

«Pas de leçons publiques à donner»

La visite officielle du président tadjik a permis de renforcer la coopération économique entre les deux pays. Et d'évoquer les droits de l'Homme... entre quatre murs.

Emomali Rahmon effectué une visite officielle de trois jours au Luxembourg. Le but est de développer les liens entre les deux pays. Hier, lors d'une conférence de presse, Jean-Claude Juncker a assuré avoir «assez longuement» parlé des droits de l'Homme avec le président du Tadjikistan, un pays montré du doigt par Amnesty International.

De notre journaliste
Bertrand Slézak

La visite officielle du président tadjik au Luxembourg est destinée à donner un coup de fouet à des relations bilatérales presque au point mort, aussi bien sur le plan politique qu'économique. Mais la question des droits de l'Homme est aussi inscrite au menu. Hier, Jean-Claude Juncker a d'ailleurs assuré que le «respect des droits de l'Homme» était une composante importante du dialogue mis en place entre le Tadjikistan et le Luxembourg. «Nous y tenons beau-

Une stabilité fragile

Devenu indépendant en 1991 à la chute de l'URSS, le Tadjikistan a été déchiré par une guerre civile de 1992 à 1997 remportée par une coalition dite «néo-communiste» soutenue par la Russie. Elle aurait fait 100 000 victimes et provoqué l'exode de milliers de réfugiés. Emomali Rahmon, du parti démocratique populaire, est au pouvoir depuis la fin de la guerre. Il tente aujourd'hui un rapprochement avec l'Occident.

coup», a insisté le Premier ministre. Emomali Rahmon n'a lui pas dit un mot sur le sujet.

Dans son rapport 2011, Amnesty International dénonce des entraves répétées aux droits de l'Homme dans ce pays. En premier lieu, elle assure

Le Tadjikistan, qui partage 1200 km de frontière avec l'Afghanistan, est le principal pays de transit de la drogue produite par ce pays. Il a jusque-là été épargné par le fondamentalisme islamique. Mais affligé de frontières poreuses, il est devenu une base arrière pour divers groupes islamistes armés. Depuis quelques mois, les autorités s'inquiètent aussi de l'apparition de signes qui montrent que l'islam radical pourrait gagner du terrain.

que «la torture et les mauvais traitements» de la part des forces de l'ordre sont «des pratiques courantes», notamment dans le cadre de «détentions secrètes» d'opposants. L'ONG déplore aussi que «la liberté d'expression» fasse «toujours l'objet de res-

trictions», évoquant des «poursuites pénales et civiles» contre les journalistes critiques envers le pouvoir. Enfin, elle regrette un certain laxisme des autorités par rapport au problème des violences faites aux femmes. Selon Amnesty, «entre un tiers et la moitié des femmes du Tadjikistan» en sont victimes.

Interrogé un peu plus tard sur la manière dont le Luxembourg comptait s'assurer d'une amélioration de la situation, Jean-Claude Juncker a répété qu'avec Emomali Rahmon, ils en avaient parlé «assez longuement». «Je ne fais pas partie des hommes politiques européens qui aiment donner des leçons à la planète entière», a-t-il néanmoins prévenu, mais «nous sommes sur ce point très exigeants. Nous le sommes avec nous-mêmes et nous avons la même exigence avec les autres». Et pourtant : «Nous ne donnerons pas de leçons publiques.» Assis à côté de Juncker, le président tadjik n'a, là encore, pas bougé un sourcil.

EN BREF

■ ACCORD DANS L'AIR

Le Luxembourg et le Tadjikistan ont signé, hier, un accord dans le domaine aérien. Ce qui va permettre à Cargolux de pouvoir survoler l'espace aérien tadjik, mais aussi de se poser sur le sol tadjik et créer ainsi un pont économique.

■ IMPOSITION

Les deux pays ont aussi signé, hier, une convention de non double imposition qui prévoit l'échange d'informations personnelles sur demande entre les administrations fiscales.

■ INVITATIONS

Lors d'une conférence de presse, hier, à Luxembourg, le président tadjik Emomali Rahmon a parlé de «relations d'amitié» entre son pays et le Luxembourg. Il en a profité pour transmettre à «son grand ami» le Grand-Duc Henri et son «ami» Jean-Claude Juncker une invitation à «visiter mon pays».

Échanges économiques «quasi inexistant»

Pays très pauvre, le Tadjikistan offre peu d'opportunités aux sociétés luxembourgeoises.

Les chambres de commerce du Luxembourg et du Tadjikistan ont signé un accord, hier. En fin d'après-midi, le président Rahmon a même participé à un «Business forum». L'occasion, pour Carlo Thelen, responsable du département international de la Chambre de commerce du Luxembourg, de donner une impulsion aux relations économiques entre les deux pays.

Quelle est la nature des échanges entre le Luxembourg et le Tadjikistan?

Carlo Thelen : Pour être honnête, ils sont quasi inexistantes pour l'instant. En 2009, il y a eu exceptionnellement des exportations de marchandises, dans le secteur des machines et appareils. Mais c'était une vente isolée de 1,3 million d'euros, ce qui n'est rien. L'an passé, il y en a eu pour 111.000 euros.

Y a-t-il pour le Luxembourg des possibilités d'investissement?

Il y a par exemple la construction du barrage de Rogun, dans le sud du pays, qui, s'il se réalisait, serait le plus



Le chef de la diplomatie tadjike, Khamrohkon Zarifi, et Claude Wiseler ont signé hier un accord dans le domaine aérien.

haut du monde avec 335 mètres. On a donc invité la Société électrique de l'Ouzbékistan. Le secteur de la construction peut être éventuellement intéressant car c'est un pays en pleine reconstruction après la guerre civile (1992-1997). Il est important aussi que la situation politique se stabilise.

Inversement, pensez-vous que des investissements tadjiks puissent venir au Luxembourg?

J'en doute fortement. On va essayer d'identifier de telles possibilités mais c'est un pays très pauvre.

Recueilli par B. S.